

**Décision n° 04-420**  
**de l'Autorité de régulation des télécommunications**  
**en date du 11 mai 2004**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la Société Réunionnaise du Radiotéléphone**  
**(numéros de la forme 06 92 PQ MC DU)**

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34-10 et L.36-7 ;

Vu le décret n° 96-1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 23 février 1995 modifié portant autorisation d'établissement d'un réseau radioélectrique ouvert au public dans le département de la Réunion en vue de l'exploitation d'un service numérique paneuropéen GSM DOM 1 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 98-75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu le courrier de la Société Réunionnaise du Radiotéléphone reçu le 26 avril 2004 ;

Après en avoir délibéré le 11 mai 2004 ;

**Décide :**

**Article 1er** - Les numéros de la forme :

06 92 48 MC DU, 06 92 49 MC DU, 06 92 50 MC DU et 06 92 51 MC DU

sont attribués à la Société Réunionnaise du Radiotéléphone (Siren : 393 551 007) pour l'exploitation d'un service numérique paneuropéen GSM DOM 1, dans le département de la Réunion.

**Article 2** - La Société Réunionnaise du Radiotéléphone acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup>, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L.34-10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la Société Réunionnaise du Radiotéléphone adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

**Article 5** - Le chef du service Opérateurs et régulation des ressources rares de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 11 mai 2004

Le Président

Paul Champsaur